

# Ils feront tous une même politique antiouvrière

## A la crise : SOLUTION OUVRIÈRE

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 364

JEUDI 11 JUIN 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3<sup>e</sup> Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE  
ANARCHISTE

REYNAUD et Mendès-France ont permis, en posant leur candidature devant l'Assemblée Nationale pour tenter de résoudre la crise ministérielle qui dure depuis trois semaines, d'éclairer franchement sous les yeux de l'opinion la situation dans laquelle se trouve, à l'heure présente, la bourgeoisie française.

Grave crise, la question d'une solution est posée, n'arrête pas d'écrire chaque jour, depuis la chute de Mayer, la presse bourgeoise. En fait, la crise présente n'est pas plus grave que les précédentes. Seulement Reynaud et Mendès-France, en se montrant décidés à proposer des programmes qui sauvegarderaient l'intérêt général de la bourgeoisie ont créé ce climat particulier dans lequel se déroule cette crise.

Mendès-France a particulièrement joué un rôle dans la création de ce climat. Ce radical ne connaît pas l'usure du pouvoir et les positions qu'il a souvent défendues ont fait illusion surtout sur le clan de ces éternels démocrates et bourgeois dits de gauche.

Mais la décadence de la bourgeoisie française est à un tel point qu'elle a perdue toute notion d'intérêt général. La majorité des capitalistes n'ont plus que des intérêts particuliers et divergents qui s'opposent à toute politique d'ensemble.

Deux petits faits suffiront pour illustrer admirablement les préoccupations primordiales des différentes fractions

## L'impérialisme en échec au Moyen-Orient

M. Foster Dulles qui vient de rentrer de son voyage en Extrême-Orient ne paraît avoir eu satisfaction. Dans un discours radiodiffusé il a fait un bilan assez pessimiste pour l'avenir de l'impérialisme américain dans cette région du globe.

« Les pays que nous avons visités, sont pleins de préventions à l'égard des puissances coloniales. Je pense que sans rompre le cadre de l'unité occidentale, les Etats-Unis peuvent continuer à encourager les libertés politiques, comme ils l'ont fait par le passé. Les puissances occidentales ont davantage à gagner qu'à perdre en accordant une autorité ordonnée aux pays sous tutelle ».

Cette déclaration du secrétaire d'Etat est amplement significative. La réalisation rapide d'un pacte du Moyen-Orient auquel participeraient les pays arabes — c'était le but du voyage de Dulles — ne reste plus qu'un projet qui sera long à réaliser, si jamais il est possible. Il est certain que Foster Dulles a reçu des assurances, concernant ce pacte, de la part de certains chefs gouvernementaux des pays arabes. Mais la révolution politique de cette région est activée par les masses populaires et la bourgeoisie indigène ne pourra fourvoyer la lutte du peuple dans des arrangements avec l'impérialisme.

La deuxième embûche à qui revêt une importance considérable c'est l'antagonisme anglo-américain qui prend dans cette région son expression la plus grave. Mais l'un et l'autre des impérialismes jouent perdant. La lutte des peuples orientaux, qui a pris au départ la forme d'un mouvement antimpérialiste, va se développer, comme dans tous les autres pays coloniaux et semi coloniaux, dans une lutte d'ensemble contre la coalition des impérialistes et des féodo-capitalistes indigènes. Alors la vraie lutte prolétarienne, la lutte de classe des peuples orientaux aura pris son aspect réel, caché par le moment sous sa forme nationaliste.

Et c'est, conscient de cette perspective, que les militants communistes libéraux soutiennent, sans rien renier de leur programme les peuples asservis sous le joug impérialiste.

J. STANOIS.

### Amis, Lecteurs,

Pendant vos vacances vous ne trouverez pas *Le Libertaire* partout. Souscrivez un abonnement de vacances et vous serez certain de lire votre journal préféré chaque semaine.

6 mois : 60 francs.

2 mois : 120 francs

3 mois : 180 francs

Adressez votre somme et l'adresse de votre séjour à Lustré René, 145, quai de Valmy, Paris-10<sup>e</sup>, C.C.P. 8032-34 - Paris.

de la bourgeoisie : le député R.P.F. Hénault fit remarquer lors de la discussion sur l'investiture de Mendès-France que la question importante qui se posait était celle des débouchés pour le cidre, les pommes et les betteraves. De son côté « La Vie française » du 5 juin constatait amèrement qu'aucun des candidats à la direction du gouvernement n'avait abordé le problème de l'alcool.

Mais il y a encore une deuxième réalité qui explique l'insouciance de la bourgeoisie pour se donner une politique cohérente. Les capitalistes en majorité ne souffrent pas encore mais profitent, au contraire, de la situation actuelle. Les 700 milliards de déficit budgétaire, les frais de la catastrophe de guerre d'Indochine ne se cherchent pas encore dans leurs poches mais dans celles des travailleurs.

Aussi le programme de Reynaud d'abord, celui de Mendès-France ensuite, ont-ils été refusés par l'Assemblée parce que peut-être les intérêts particuliers, économiques et politiques, auraient été sacrifiés.

Ce que désire la bourgeoisie c'est un programme sauvegardant tous ses intérêts et faisant payer tous les frais à la classe ouvrière.

Bidault qui vient d'être appelé pour constituer le gouvernement peut être l'homme, pour un temps, que désire la bourgeoisie. Pour un temps seulement, car la solution est dans la dissolution de l'Assemblée, dans un autre système constitutionnel, et non dans le choix d'un ministre quelconque. Ce nouveau système politique saura donner au capitalisme un parlement capable d'assurer la pire des réactions, un gouvernement qui liquidera tout le prolétariat organisé.

La situation actuelle n'a donc jamais réunie autant de conditions favorables pour l'action révolutionnaire de la classe ouvrière. Mais cette situation risque d'échapper aux travailleurs si pour une bonne fois ils n'en finissent pas, en les débordant, avec les organisations socialistes et stalinienne qui les conduisent dans l'impasse et favorisent l'entreprise réactionnaire de la bourgeoisie. N'a-t-on pas vu le parti socialiste voter pour l'investiture de Mendès-France ?

Avant le sursaut de la bourgeoisie qui ne se sauvera que par une dictature férocement antiouvrière, l'unité d'action qui est réalisée dans l'esprit de tous les travailleurs doit se concrétiser et se développer par une lutte d'ensemble de la classe ouvrière. Et c'est parce que nous voulons cela, parce que nous n'avons pas d'autres intérêts que ceux des travailleurs que nous luttons pour développer cette unité d'action, que nous luttons pour les revendications, pour la défense de nos libertés ouvrières, pour le communisme libertaire, pour la révolution.

LIB

## Les vacances

Juillet-août-septembre, trois mois pendant lesquels s'échelonnent les vacances ouvrières. Journées de vacances merveilleuses où enfin les perspectives journalières seront autres que le métro, le bus, l'enceinte grise de l'usine et la gueule du contremaître.

Mais ces journées qui nous appartiennent, que nous avons su arracher à nos patrons dans notre lutte victorieuse de 1936 ne nous séparent pas de notre condition. Et les lendemains de lutte que nous avons déjà préparés pour défendre notre pain, notre paix, notre liberté font aussi que ces vacances ne sont qu'une trêve.

Les patrons et l'Etat savent que la lutte reprendra. Ils savent que la trêve des vacances ne signifie pas l'arrêt de la lutte. Il faut qu'ils sachent que l'effervescence des dernières semaines dans l'ensemble des corporations se manifestera à nouveau à la rentrée pour s'étendre dans une offensive générale contre l'exploitation.

Pour marquer cette constance dans la volonté de la classe ouvrière, pour marquer notre volonté, *LE LIBERTAIRE* NE PART PAS EN VACANCES.

Pour être toujours présent parmi ceux qui partent et surtout parmi ceux qui restent, parmi ceux qui auront pendant ces journées toujours comme décor les murs de l'usine, *LE LIBERTAIRE* CONTINUERA COMME CHAQUE ANNEE SA PARUTION.

MAIS POUR CELA IL FAUT QUE VOUS L'AIDIEZ. Renouvelez votre abonnement, même s'il n'est pas terminé. Vous n'y perdrez rien, votre réabonnement ne partira qu'à l'expiration du précédent.

Si vous avez l'habitude d'acheter *LE LIBERTAIRE* au numéro, vous prendrez un abonnement de vacances.

MAIS TOUS VOUS SOUSCRIREZ. Vous tiendrez à manifester votre solidarité avec votre journal. Vous tiendrez à ce que, par votre effort, il continue sa parution pendant les mois d'été. Vous tiendrez à marquer votre désir de le retrouver, comme auparavant, chaque semaine. Vous tiendrez à ce qu'il garde sa place dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière.

POUR *LE LIBERTAIRE* INSCRIVEZ VOTRE NOM A LA SOUSCRIPTION.

(voir la liste de souscription en page 2)

## LA LUTTE 3<sup>me</sup> FRONT S'AMPLIFIE

## L'action révolutionnaire renaît dans la classe ouvrière tchécoslovaque

La réforme monétaire qui vient d'avoir lieu en Tchécoslovaquie est un événement qui revêt assez d'importance pour que nous en analysons ici les principales clauses.

Une situation économique extrêmement grave a apparemment provoqué cette réforme.

Toute la monnaie a été échangée lundi. Les salariés, à concurrence de 300 couronnes, ont reçu une couronne contre cinq. Au-dessus, le taux d'échange est de 50 contre 1. Cependant, l'argent déposé dans les caisses d'épargne a été échangé au taux de 5 contre 1 jusqu'à 5.000 couronnes, au taux de 6,25 jusqu'à 10.000 et au taux de 10 jusqu'à 20.000 couronnes.

Il est facile de démontrer que cette mesure frappe la classe ouvrière dans l'immédiat.

Prenons tout d'abord la déclaration que William Siroky, président du Conseil, a faite devant l'Assemblée Nationale :

« Les spéculateurs se sont enrichis aux dépens de la population laborieuse et ont amassé d'énormes bénéfices ».

Et ces spéculateurs pourront échanger leurs couronnes à 1 contre 50. Puisque leurs bénéfices sont énormes, ils conserveront encore un capital appréciable, alors que les travailleurs qui ont quelques économies se voient à peu près totalement frustrés. Pour ceux-ci,

certainement la majorité, car il n'est pas commun de déposer à la caisse d'épargne sa paye du mois et même les quelques petites économies courantes, voici ce qu'a dit M. Zdenek Nejedly, vice-président du Conseil :

« La réforme est dirigée contre les restes du capitalisme, et si des ouvriers ont perdu ainsi leurs économies, c'est leur faute. Au lieu de garder leur argent improductif chez eux et le voir échanger à 50 contre 1, ils n'avaient qu'à le déposer dans les banques d'Etat où il leur aurait été changé à 5 contre 1 ».

Ainsi, dans une démocratie dite populaire, le capitalisme semble encore florissant, de l'aveu même des deux textes cités : Nejedly avoue que c'est du capitalisme et Siroky que les spéculateurs ont amassé d'énormes bénéfices.

C'est donc qu'en Tchécoslovaquie les conditions sont propices à l'appropriation capitaliste, donc que l'économie est une économie de type capitaliste.

La réforme monétaire ne fait que confirmer nos dires.

La mission historique de toute révolution est de liquider rapidement et radicalement les survivances de la bourgeoisie en tant que classe exploitée et spéculatrice.

Pourquoi donc ces spéculateurs ne sont-ils pas purement et sim-

plement liquidés, alors que le gouvernement tchécoslovaque, en prétextant leur destruction à travers sa réforme monétaire, a en fait ruiné les travailleurs, comme nous l'avons indiqué plus haut ?

\*

Une deuxième conséquence de la réforme est la suppression du rationnement. Les cartes de ravitaillement et de textiles, assurant aux salariés un minimum de produits à des prix fixés par l'Etat, sont supprimées.

Une baisse a été décrétée sur les produits qui étaient en vente libre. Les prix qui étaient appliqués au marché noir (évidemment pour les produits précédemment contingentés) seront réduits de 37 % pour les produits industriels, de 31 % pour les produits alimentaires.

Si l'Etat fixe un taux de baisse sur les prix du marché noir, cela prouve qu'il existait un taux officiel connu et reconnu par l'Etat ! Et aujourd'hui ce même Etat reprend à son compte personnel (qu'est-ce qui nous prouve que cela n'existait pas déjà ?) les prix du marché noir en les réduisant d'un tiers seulement. Ce qui signifie sur un autre plan que le niveau de vie des travailleurs va baisser de deux tiers dans le secteur des denrées qui étaient contingentées, c'est-à-dire les denrées essentielles.

## Churchill fera-t-il cavalier seul ?

On a fait un certain bruit autour de la courte entrevue Malik-Churchill à Londres, au lendemain du couronnement.

Malik aurait entretenu Churchill de la possibilité d'une conférence à quatre avant celle des Bermudes. D'autre part, la conférence des neuf premiers ministres du « Commonwealth » a surtout porté sur le problème des relations entre l'Est et l'Ouest. On sait maintenant que cette conférence impériale s'est unanimement rangée au point de vue de Churchill qui a justement exigé cette unité qui lui donne davantage de poids dans toutes les conférences internationales à venir. La politique du « Commonwealth » britannique se résumerait en quatre points :

1<sup>o</sup> Conférence à quatre avec l'U.R.S.S. au plus tôt.

2<sup>o</sup> Acceptation des contre-propositions communistes pour la conclusion d'une trêve en Corée.

3<sup>o</sup> Conférence politique après cette trêve, avec représentation du Commonwealth.

4<sup>o</sup> Représentation de la Chine communiste aux Nations Unies.

En fait, les raisons économiques d'un rapprochement avec l'Est sont plus importantes pour la Grande-Bretagne et ses associés, que les raisons politiques. Le Commonwealth cherche des marchés pour son industrie et la Chine de Mao Tse Tung est le principal de ces marchés. L'ouverture de ces marchés, c'est, pour Churchill, la possibilité de donner des finances plus saines et une raison d'être à la puissance industrielle britannique et, par là-même, de desserrer l'étreinte de la puissance américaine.

On a même affirmé que la Grande-Bretagne engagerait des relations avec l'Est coûte que coûte, ce qui veut dire au besoin en opposition complète avec les Etats-Unis.

Faut-il en conclure que la Grande-Bretagne prépare une rupture avec les Etats-Unis ? Ce serait oublier d'une part l'affaiblissement réel de la puissance britannique par rapport au colossal U. S. A., la difficulté des lignes de communication du Commonwealth, sa vulnérabilité, d'autre part, les énormes moyens de pression dont disposent les U. S. A. : ils ont supplanté la Grande-Bretagne en Extrême-Orient, mais aussi dans le Proche-Orient, par l'intermédiaire des événements d'Iran, puis du conflit qu'ils utilisent entre l'Egypte et la Grande-Bretagne ; ils disposent du Japon, ils soutiennent l'Allemagne d'Adenauer et la création de l'Europe de M. Monnet (recu à Washington comme un chef d'Etat) qui pourrait contrebalancer la puissance britannique. Croire à une rupture, ce serait oublier aussi que Churchill est profondément antistalinien, que ses sourires à Malik et Malenkov ne peuvent l'empêcher de rester sur ses gardes. De ce point de vue encore, il est tributaire de la puissance américaine. Enfin, rien ne prouve que la Chine accepte de commercer avec la Grande-Bretagne plus qu'avec l'Allemagne ou le Japon.

La Grande-Bretagne restera donc un des bastions du bloc occidental. Mais en tant que principal allié des U. S. A., et parce qu'elle conserve malgré tout une certaine réserve de forces, un certain potentiel industriel et militaire, elle peut se permettre de discuter les termes de son alliance, de contraindre les U.S.A. à assouplir leur politique. C'est tout.

Ce qui risque de fausser notre optique, c'est que nous comparons trop souvent la Grande-Bretagne qui a su, avec les sacrifices imposés à ses travailleurs, maintenir une certaine puissance (qui ne peut faire cavalier seul, mais qui peut discuter avec ses alliés), avec la France réduite à un rôle ridicule d'apparat,

mais disparue en tant que puissance réelle.

Le prolétariat international ne doit pas être dupe : les rapprochements passagers Est-Ouest ou les velléités d'indépendance de Churchill ne peuvent masquer l'antagonisme profond (basé sur des faits économiques que les systèmes capitalistes ne peuvent surmonter) qui oppose les deux blocs.

La lutte reste, plus que jamais, partout, aux Etats-Unis comme en Russie, en Europe comme aux colonies, sous le signe du 3<sup>e</sup> Front, le combat du prolétariat contre les formes les plus barbares d'oppression que prend l'impérialisme en crise permanente.

G. EVRARD.

## Les voleurs des enfants Finally confondus

Le grand rabbinat de France a remis hier à la presse un communiqué concernant l'affaire Finaly.

Nous insérons ce communiqué pour son ton de véhémence protestation contre ce scandale. Toutefois, nous tenons à faire toute réserve sur l'attitude objective du Rabbinat qui représente une religion aussi néfaste que la religion catholique. Nous ne rappellerons que le dernier exemple en date : celui de l'enlèvement, par ses parents, de cette jeune fille juive mariée contre leur gré à un chrétien.

Les enfants Robert et Gerald Finaly sont toujours aux mains de leurs ravisseurs. L'inquiétude est grande. A la demande de l'Eglise, un accord a été conclu le 6 mars entre elle, la famille et le grand rabbinat de France.

Celui-ci a accepté de s'y associer, autant dans l'intérêt des enfants que dans le dessein d'éviter que soit troublée la paix religieuse du pays. Il a le regret de déclarer que, malgré les trois mois d'attente, les promesses des représentants de la hiérarchie catholique n'ont pas été tenues, bien qu'elles aient été plusieurs fois renouvelées.

Il ne peut s'empêcher de s'interroger sur le degré de sincérité qui les a inspirés. Il rapproche le maintien des enfants en Espagne du fait que les hauts dignitaires ecclésiastiques n'ont jamais condamné officiellement les ravisseurs et leurs complices, parmi lesquels des prêtres et des religieux. Il constate, de plus, que des théologiens catholiques ont pu soutenir, sans être blâmés, la légitimité canonique de cet enlèvement rituel.

Il stigmatise l'action de ceux qui invoquent, quand il s'agit de leurs intérêts, les droits de la famille, et qui n'hésitent pas à fouler au pied ces mêmes droits quand la famille est juive.

Il attire l'attention des parents israéliens sur le danger auquel leurs enfants se trouvent exposés ; nul enfant juif n'est plus à l'abri d'un baptême secrettement administré ; nul enfant juif, même baptisé indûment, n'est plus protégé contre le zèle fanatique de prêtres l'enlevant à sa famille pour le garder dans la foi catholique.

Il s'élève contre les lenteurs de l'enquête judiciaire et contre l'indulgence administrative. Il s'étonne de l'immunité particulière dont bénéficient des personnes notoirement coupables dont un récent communiqué a révélé qu'elles connaissent parfaitement la retraite des enfants.

Le grand rabbinat de France affirme solennellement qu'il n'acceptera jamais cette mainmise sur des orphelins, contraire à la volonté des parents assassinés par les nazis, et qu'il ne restera pas le témoin impassible de cette offense faite à la mémoire des martyrs du judaïsme.

Il considère comme un devoir sacré de poursuivre son action pour que de telles pratiques, dont l'affaire Finaly n'est pas l'unique exemple, ne soient même plus concevables.

\*

Nous avons là une manifestation éclatante de notre lutte 3<sup>e</sup> Front révolutionnaire. Il n'est pas pensable, et les camarades stalinistes de la base ne nous contrediront pas, que le prolétariat tchécoslovaque lutte pour « l'idéologie américaine ». Il lutte aujourd'hui pour ses revendications et, comme dans tous les pays, il entre, ce faisant, en lutte violente avec la force oppressive de la classe dominante.

La lutte 3<sup>e</sup> Front a manifestement démontré son existence de l'autre côté du rideau de fer. C'est un pas décisif vers le grand déchirement du voile qui obscurcit actuellement les horizons de la lutte de classe révolutionnaire.

P. PHILIPPE.



## LES ASSASSINS DU PEUPLE INDOCHINOIS SE TROMPENT

## Ils ne recruteront pas dans la classe ouvrière

NOUS ne mettrons jamais assez en garde les jeunes Français, les jeunes chômeurs particulièrement, contre les écueils rancuniers du recrutement dont ils sont l'objet. S'il y a des morts qu'il faut tuer, le militarisme qui reste à abattre se porte malheureusement mieux que jamais. En ces temps de pleine frénésie guerrière chaude et froide, la parole n'est plus qu'à la meute internationale des généraux qui dirigent en maîtres plus de 32 États dont les trois plus puissants : les U.S.A., l'U.R.S.S. et la Chine de Mao.

L'esprit du corps des parachutistes coloniaux est de ceux qui soulèvent les cœurs les mieux accrochés, irrésistiblement. En attendant, l'inévitable porte-à-porte des sergents recruteurs, des A.F.A.T. (Auxiliaires Féminines de l'Armée de Terre) et autres madonnas pin-ups, des camions publicitaires spécialement équipés à coups de millions puisés dans les poches des travailleurs, répandant à certains carrefours de Paris la propagande de ceux dont toute la fortune est constituée par la gloire d'assassiner les peuples coloniaux. Ces râteaux opèrent leurs râteaux surtout dans les quartiers où ils risquent peu la colère et la riposte populaires. Ils n'ont pas débâillé leur bazar sur le boulevard de Belleville, le peuple ouvrier du quartier révolutionnaire de Paris leur infligerait par solidarité avec les peuples coloniaux le cinglant accueil qu'ils méritent.

L'autre jour, une de ces officines ambulantes déversait sa propagande par haut-parleur au carrefour Villiers, sous la protection de la police. Rien n'y manquait : déploiements de parachutes sur les arbres du boulevard de Courcelles, projection de bandes relatant les exploits en Indochine des assassins au béret rouge, exposition de trophées, photos, matériel d'action, vente de divers fétiches, etc., le tout arrosé copieusement d'appels et de commentaires qui ne sont ni spirituels, ni discrets. L'effet de cette propagande est très certainement inverse de celui recherché par les services psychologiques du ministère de la Guerre. Hormis une

infime minorité de jobards qui croient vaguement au patriotisme avec son inévitable cortège d'anéréties sentimentales et militaristes, les passants attirés par les bateleurs militaires repartent prestement avec une forte envie de vomir de dégoût et un brûlant désir de crier aux râteaux ce qu'on pense d'eux : Assassins ! Salauds ! Les yeux se défilent et les jeunes réalisent de plus en plus la crapulerie des entreprises des guerres coloniales. Les travailleurs unanimes ne peuvent que se réjouir de la sérieuse crise du recrutement en dépit des moyens perfectionnés déployés par l'armée à l'appui de ses offres alléchantes. Inaugurant le 28 mai, à Paris, le premier « bureau de renseignements » de l'armée destiné à documenter les jeunes sur le noble métier des armes et les avantages des carrières aux colonies, le général Morlière a déclaré à brûle-pourpoint que l'armée a besoin de personnel, mais qu'elle ne veut pas être un dépôt à Tiens, tiens ! Il y a donc des ordres dans l'armée française ? Il est bon qu'un général en activité vienne confirmer ce que nul non-conformiste n'ignore. Elle veut, a ajouté le général à la fine gueule, attirer les jeunes en connaissance de cause. Un vœu qui risque d'attendre longtemps avant d'être réalisé. Quant à ceux qui, en toute connaissance de cause, partent aux colonies pour y maintenir la présence française en réduisant tous les opposants, même quand ce sont les nourrissons tunisiens du Cap Bon embrochés à la baïonnette et écrasés dans leurs berceaux à coups de crosses et de talons, qu'ils sachent que leur mission n'est ni sans péril, ni de tout repos. Les temps sont révolus où les colonisés, Africains ou Asiatiques, blancs, jaunes ou noirs, mouraient docilement pour la gloire et le salut de la France quand elle est en péril, ou se laissaient assassiner par ses légionnaires en réclamant du pain, du soleil et de la liberté.

Bon nombre de ces volontaires assassins au béret rouge risquent de dormir leur dernier sommeil dans les sépultures somnolentes des terres coloniales.

Idir AMAZIT.

## La télévision, arme nouvelle au service de l'oppression

L'IMPERIALISME anglais ne peut plus désormais maintenir son emprise sur les peuples colonisés. L'indépendance de l'Inde avait annoncé l'effondrement du premier empire mondial dont les bouleversements égyptiens, la rébellion des Mau-Mau confirment l'évolution fatale. La dernière guerre, par la consécration définitive de l'arme aérienne, a réduit à néant les données d'isolationnisme insulaire de la Grande-Bretagne, laquelle devient, de fait, un simple fragment du groupe continental européen. Les États-Unis, c'est-à-dire les grands magnats du capitalisme de ce pays, ont supplanté l'expansionnisme britannique. Sur son propre sol, l'Angleterre devra faire face à ses crises économiques : surproduction, chômage, mévente, sujétion aux initiatives de l'imperialisme américain. Sa structure sociale, la comme ici, ne pourra lui permettre de résoudre ces difficultés, quelles que soient l'élégance de ses leaders politiques et l'ingéniosité de ses technocrates. Il semble qu'il soit nécessaire de se rappeler ces évidences en ces temps pour discerner le sens du bluff de la parade du couronnement, cet enterre-

ment de première classe d'un des derniers bastions du capitalisme. La manœuvre a-t-elle réussi ? L'immédiat ? On ne sait pour l'instant et il sera bien difficile de connaître les réactions profondes du prolétariat britannique. Les ouvriers parisiens, eux, n'ont vu dans ce déambulement qu'un grand tapage publicitaire à la Barnum, malgré les coups de grosse caisse de la presse et de la radio. Il est curieux de constater que maints quotidiens qui fient dégouliner de la couleur en première, lors de l'événement, en sont déjà réduits à quelques échos à la troisième comme pour une quelconque investiture de la semaine.

Au-delà de cet épisode historique assez banal s'est révélé un fait d'une autre importance : les prolongements dans le temps doivent nous tenir sur nos gardes, il s'agit d'une nouvelle puissance de propagande monstrueuse aux mains des oppresseurs : la télévision. Si le thème sur lequel elle s'exerce ne fut guère d'un niveau intellectuel plus élevé que les habituelles actualités cinématographiques, techniquement, elle a gagné la partie et il faudra compter avec elle. Le temps n'est pas

éloigné où la plupart des maisons, après l'électricité et la radio, auront la télévision à tous les étages, y compris jusque dans les chambres de bonnes du sixième où se pressent des familles de cinq personnes et plus.

Pour lutter contre cette arme de propagande, les groupements d'avant-garde n'auront que les quelques publications imprimées qu'ils maintiennent à grands renforts d'entraide. Le principe de la liberté d'expression, déjà limité par maintes censures, ne sera plus qu'une proposition platonique, une formule vide de sens, une gasconnade, face à ces réalités techniques : cinéma, radio, télévision au service des pouvoirs constitués. Le son, l'image ne sont plus raisonnés dans la structure de la phrase écrite, suggérés dans l'ambivalence d'une conférence, mais martelés dans l'oreille, plaqués à la rétine. Qu'on ne s'y trompe pas, nous assistons sans trop nous en rendre compte à une violence de la liberté de pensée dans ses retranchements les plus intimes.

Nous n'exagérons rien. Songeons que, durant la dernière guerre, la propagande des États belligérants fit appel aux savants afin de séduire la personne humaine jusqu'en son « inviolabilité » psychique par des travaux méthodiques. Le résultat vaut ce qu'il vaut et si nous pensons qu'un Molère ou un Tristan Bernard sont dix fois plus psychologues qu'une académie de psychiatres et de psychanalystes réunis, il n'en reste pas moins vrai que de nombreux films de guerre s'offrant au spectateur de bonne foi sous l'aspect d'une quelconque histoire héroïque sentimentale n'ont servi qu'à répandre la drogue de ces messieurs — de leur propre aveu.

Existe-t-il une parade possible aux coups que ne manquera pas de porter cette arme nouvelle ? Nous aurons bien humblement que nous n'en savons rien. Il nous a semblé seulement honnête d'essayer d'exprimer la naissance d'un stade de notre civilisation d'une gravité exceptionnelle.

A. CHANCELLE.

## LA RADIO Lorsque l'enfant paraît d'André ROUSSIN

Pour s'offrir le théâtre, il faut de l'argent. De l'argent pour payer l'entrée, le programme, le vestiaire. Tout cela multiplié par trois, par exemple, commence à compter. La radio, dans ses retransmissions théâtrales, ne peut nous offrir que l'aspect verbal du théâtre. Le théâtre, évidemment, n'est pas cela. La mise en scène, le jeu des acteurs, l'ambiance, disparaissent. L'art du comédien, pour ne citer qu'un des éléments, est suffisant à lui seul pour faire pencher la balance du jugement dans tel ou tel sens. Sans le moindre esprit de chauvinisme, on peut affirmer que beaucoup d'artistes français, lyriques, comédiens, sont parvenus à un tel point de talent qu'ils faussent les données du jugement.

Prenons, au hasard, ce texte de l'Hirondelle des Faubourgs. Nous sommes en présence d'un texte sincère mais puéril. Écoutons l'Hirondelle des Faubourgs chantée par Cora Vaucaire, à moins d'être le dernier des pisse-froid de l'esthétisme, il faut admettre que l'interprète a fait œuvre d'art.

Pourquoi, Lorsque l'enfant paraît, que je ne connais que par la radio, m'a ennuyé et même agacé ? Je ne sais ce qu'il m'a été en impression de spectateur direct. Auditeur radiophonique, le texte ne m'a révélé qu'un travail d'horloger chevronné. Je n'ai pas senti l'âme, le moindre grain de folie. Tout était trop prévu dans l'agencement. Si l'auteur ne s'était contenté que de déverser des B.O.F., les seuls fauteuils de notre époque, ma foi, cela ne prêtait guère à conséquence. Mais M. Roussin a glissé dans son texte des ficelles faciles sur le scepticisme. Là je ne marche pas. Comme tous les

ouvriers, et pour des raisons que j'ai payées très cher, je suis partisan de la suppression du patronat, d'une réforme radicale des structures ; mais j'ai été gêné du coup de pied de l'âne donné à une certaine fraction de la bourgeoisie studeuse. Cette histoire de lapines servant de test de maturité devenait laborieuse à la longue. Ces petits soufflets lancés à tort et à travers aux savants de la médecine pour flatter le spectateur B.O.F. ignore m'ont choqué. Il est des choses avec lesquelles il ne faudrait pas trop jouer. Nous, ouvriers, qui avons souvent de sérieuses raisons pour être en conflit avec la Faculté, surtout lorsque celle-ci étudie habilement le problème du paupérisme prolétarien, nous savons que, dans de nombreuses circonstances, le praticien est un type social qui représente un des derniers vestiges de l'honnêteté artisanale. M. Roussin est peut-être un grand technicien du spectacle. Je lui reprocherais d'avoir trop de métier et de s'en servir trop visiblement... à son insu.

## Autour du Couronnement

Lise Elina nous raconte qu'elle a vu tout le monde aller et venir dans les rues de Londres. Au hasard, des gentlemen en gibus, des ouvriers en casquette, des policemen à cheval. « Et tout ce monde se précipitant dans le métro... ? Je n'ai absolument rien compris du métro londonien, mais je ne vois pas très bien, même en tenant compte des us et coutumes selon la géographie, un jockey entrer dans le métro à cheval à la station « Château de Vincennes ».

A. C.

## BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

## CONGRÈS DU SYNDICAT NATIONAL des INSTITUTEURS

du 15 au 20 juillet 1953

## Motion présentée par l'ÉCOLE ÉMANCIPÉE

Nous présentons aujourd'hui aux lecteurs du « Libéraire » la motion qui sera défendue par nos camarades de l'École Émancipée au Congrès du Syndicat National des Instituteurs qui se tiendra à Pau du 15 au 20 juillet 1953.

On notera la similitude des points de vue développés ici avec ceux que nous avons développés dans notre journal au cours de l'année notamment en ce qui concerne la défense laïque, la lutte anticoloniale et le 3<sup>e</sup> FRONT.

Cette motion s'oppose à celle de la majorité autonome, à celle de la tendance C.G.T., à celle de la tendance F.O. Rappelons que, l'année dernière à Paris, la tendance autonome l'emporta avec 985 mandats alors que 422 mandats allaient à la C.G.T., 120 à l'École Émancipée et 6 à F.O. (?)

Remarquons que F.O., très proche de la majorité, n'a pas retenu la leçon du passé et que cette Centrale inexistante au S.N.I. présente tout de même une nouvelle motion pour le congrès de Pau.

Nous ne doutons pas que l'École Émancipée marquera un nouveau progrès cette année, popularisant ainsi le point de vue communiste libertaire.

M. M.

## ANALYSE DE LA SITUATION

D'AILLEURS, une brève analyse de la situation n'est pas faite pour justifier la nouvelle politique de nos dirigeants. Sous son aspect négatif, se confirment les tendances qui ont affaibli les classes travailleuses et renforcé les puissances réactionnaires. On peut noter :

- la dévalorisation constante du pouvoir d'achat ;
- la stagnation industrielle entraînant l'accroissement du chômage ;
- les tendances à la « productivité », c'est-à-dire à la surexploitation du travail ;
- la division syndicale ;
- la limitation des libertés et des droits syndicaux ;
- dans les organisations syndicales le développement de courants corporatistes s'exprimant par la mise en avant de revendications de primes au rendement, d'indemnités diverses.

Dans le corps enseignant, en particulier, la catégorisation se développe dans les différents degrés : dans l'enseignement primaire naissent des associations de directeurs, de C.C., qui revendiquent des avantages particuliers. Dans l'enseignement secondaire, on assiste déjà à la société des agrégés, le courant C.G.T. préconise maintenant, par la voix de Bonin, la création d'une société de catégorie d'adjoints d'enseignement, professeurs adjoints, etc. En même temps, il est clair, non seulement que l'on accepte les lois Marié-Barangé, mais qu'on s'y

installe en permanence. Dans les discussions sur la réforme de l'enseignement on se place, en fait, dans le cadre des crédits gouvernementaux, et non dans celui des besoins de l'école. Enfin, l'on attend passivement que les metacens contre les libertés universitaires se soient concrétisés pour penser à réagir.

Le tableau n'est certes pas encourageant. Cependant, il importe de relever quelques aspects positifs qui interviennent et qui, de toutes façons, révèlent que le moment est on ne peut plus mal choisi pour mettre en avant les revendications corporatistes d'indemnité ; on pose ces revendications au moment même où un certain nombre de signes révèlent leur incongruité et leur inactualité. Les défaits ouvriers sont nombreuses depuis la Libération. Elles ne sont ni totales, ni définitives.

Une action encore confuse et sporadique (en grande partie par la voix des cadres syndicaux de toutes tendances) s'esquisse un peu partout dans le pays. Des formes d'unité d'action et des luttes s'ébauchent (postiers, Renault, R.A.T.P., Gaz-Électricité). Signalons la magnifique lutte des fonctionnaires de Rouen qui, toutes tendances réunies, ont engagé une grève sur la suppression de quelques indemnités relatives aux localités sinistrées et qui, très vite, ont manifesté la volonté de dépasser le cadre étroit de cette lutte en posant dans toute leur ampleur les revendications essentielles de la revalorisation, etc.

D'autre part, les centrales syndicales devant ces manifestations confuses, tendent à modifier leur position sur l'unité d'action. La C.G.T. s'est prononcée pour un front commun ; F.O., qui pose en principe le refus de tout contact avec la C.G.T., les actes dans les cas particuliers et chez les fonctionnaires accepte les actions simultanées.

Sur le plan politique, l'effondrement du R.P.F. est peut-être le signe de l'incapacité de la bourgeoisie à créer un « État fort ». Les contradictions qui la secouent se manifestent dans les difficultés accrues à résoudre les crises gouvernementales.

Sur le plan international, l'harmonie est loin de régner dans le camp impérialiste : une polémique qui manifeste des divergences sérieuses s'instaure entre Churchill, Eisenhower, Attlee, Mac Carthy. Quant à l'U.R.S.S., silencieuse, elle a besoin de surmonter l'affaiblissement instable dû à la mort de Staline.

Enfin, il est bien évident que la révolte des peuples coloniaux ne donne aucun signe d'épuisement, au contraire.

## LE RÔLE DU S.N.I.

NOUS voyons dans cette situation des possibilités, encore embryonnaires, pour un renouveau de l'action syndicale. Ce n'est certes pas le moment d'un repli. Et nous pensons que notre responsabilité serait gravement engagée si nous persistions à promouvoir des mots d'ordre revendicatifs susceptibles d'entraîner des conflits graves au sein de la Fonction publique. Il faut aller dans le sens de l'offensive sociale commune et non à contre-sens — d'où la nécessité de promouvoir une plate-forme de lutte unitaire et commune.

1) Défense des libertés. — C'est un point essentiel, pour lequel l'attente est mortelle. Il est plus difficile de faire annuler une loi que d'éviter son vote. En ce sens, il est urgent de faire échec au projet de réforme de la Fonction publique et de veiller à ce que les tentatives de modifications constitutionnelles, la lutte pour le respect des droits syndicaux doit être intensifiée.

2) La lutte pour la défense des libertés doit être associée à la lutte économique. Ce point nous n'avons rien à modifier aux objectifs, mais les faits définis : revalorisation, échelle mobile, suppression des zones de salaires doivent être les mots d'ordre-pilote de tout action syndicale.

3) En vue de l'élaboration d'une charte de la Fonction publique et de la mise en œuvre de moyens d'action, le S.N.I. doit proposer l'organisation de conférences départementales et régionales de la Fonction publique tendant à préparer une conférence nationale.

4) Aux revendications d'indemnités, nous devons substituer le principe corporatif la défense du sort des jeunes et des catégories défavorisées par l'amélioration de l'avancement, l'indice 185 aux normaux, l'application immédiate de la loi du 8 mai et l'abrogation du décret d'application du 28 octobre pour les supérieurs.

5) Sur le plan de la défense laïque, le S.N.I. doit rassembler toutes les for-

ces laïques en un Front laïque des organisations se réclamant de la laïcité et payer d'exemple en décidant, à l'exemple de l'Archevêque, de refuser de participer aux modalités d'application pratique des lois Marié-Barangé.

6) Sur le plan colonial et international tout l'effort doit porter sur l'aide aux populations coloniales en lutte contre la bourgeoisie française et sur la lutte contre la préparation à la guerre.

En ce sens, le Congrès doit :

— mandater le Bureau pour prendre contact avec toutes les organisations qui mènent le combat anticolonialiste et étudier avec elles les modalités de l'aide effective qu'il est possible de leur apporter. Il doit en outre exiger pour les travailleurs des colonies le respect des droits et libertés démocratiques, la cessation des arrestations arbitraires, des pressions idéologiques, des entraves à l'action syndicale, du truquage des élections, etc.,

— Organiser et unifier une authentique opposition à la guerre, aussi bien en dénonçant les mots d'ordre illusoirs et réformistes des Combattants de la Paix, ou le « patriotisme » que les mensonges de l'imperialisme américain et de son valet l'imperialisme français.

Pratiquement, il importe d'organiser la lutte contre les 18 mois, les budgets de guerre, et d'exiger la cessation des conflits en cours sans vainqueurs ni vaincus, ainsi que la reprise des négociations avec le peuple vietnamien. Sur un plan plus général s'impose le boycott de la préparation militaire à l'école.

Les syndicats sont placés à la croisée des chemins. Par leur vote, ils diront s'ils veulent l'enlèvement dans un corporatisme mortel ou l'éveil à un syndicalisme offensif et rénové.

« L'École Émancipée ».

## Au Maroc, la lutte de classe continue derrière le paravent des pétitions des caïds

La question marocaine est, cette semaine revenue à l'ordre du jour. La presse bourgeoise a salué avec un enthousiasme mal dissimulé la soi-disant pétition des 270 caïds et pachas marocains.

Cette démarche de certains hauts fonctionnaires marocains que l'on a voulu rendre spectaculaire avait pour but de jeter le discrédit sur la personnalité du sultan. Sans aller nettement jusqu'à réclamer la déposition du souverain, les caïds et pachas espéraient susciter un climat d'hostilité accrue vis-à-vis de « Sa Majesté » suspecte de faire le jeu du parti révolutionnaire de l'Istighlal.

Contre-attaquant aussitôt le Makhzen (pouvoir central) protestait et demandait aux autorités françaises de réprimer cette « pétition » contre la souveraineté impériale. Quelques jours après, une contre-pétition signée d'autres pachas, manifestant leur fidèle attachement au sultan réclamait contre le glouglou, pacha de Marrakech, instigateur de la première pétition, l'application des rigueurs de la loi.

Devant une telle agitation, littéraire des éminences marocaines, leurs « protecteurs français » ont fait preuve d'un certain embarras, qui peut être décéléré dans le retour du général Guillaume met-

tant fin précipitamment à une croisière galante.

En fait, il est bien évident que la première pétition est un coup monté de la résidence qui a mis en avant ses sbires les plus dévoués. Le colonat français ressent depuis longtemps que bien qu'ayant lui-même nommé le sultan actuel, celui-ci n'est plus à sa dévotion aveugle et qu'il serait très avantageux de le remplacer sur le trône par un mannequin dont le type parfait est le glouglou ; celui-ci, vieux bandit des montagnes du centre, atlas (tribu des glouglous) installé par les Français, pacha à Marrakech, rançonne légalement avec une odieuse brutalité les populations berbères du sud marocain et ainsi n'a jamais prétendu s'opposer à la politique de ceux qui lui ont assuré la fortune.

Quant à la contre-pétition elle reflète la volonté de résistance nationale d'une certaine partie de la bourgeoisie plus que celle du prolétariat marocain.

Cette lutte de pétitions ne met aux prises véritablement d'une part que la féodalité marocaine et d'autre part la bourgeoisie marocaine naissante dont l'essor est considérablement entravé par la présence du colonat français.

Les intérêts véritables du paysanat opprimé par les féodaux marocains et les planteurs français et du prolétariat exploité par la bourgeoisie marocaine et les capitalistes français ne sont pas entrés un instant en ligne de compte dans cette affaire. Pour le prolétariat ouvrier et paysan, la lutte à mener dépasse totalement les velléités d'indépendance nationale de la bourgeoisie marocaine.

Si le combat commun contre l'imperialisme français peut rapprocher momentanément de la bourgeoisie autochtone le prolétariat, il n'en reste pas moins que celui-ci mènera la lutte au delà du plan national, contre l'exploitation commune de l'imperialisme français, sur le plan plus général et permanent de la lutte de classes contre le capitalisme qui demeure incarné dans cette même bourgeoisie marocaine.

C'est en ce sens que le soutien communiste anticolonialiste aux mouvements populaires anticolonialistes est un soutien critique impliquant que le combat contre le colonialisme doit se faire parallèlement à un combat contre le capitalisme, base fondamentale de la libération du prolétariat et contre toutes les formes d'exploitation, qu'elles soient de type traditionnel ou bureaucratique. VILLON.

## COMMUNIQUÉ

ELIO, Mère très malade, écrire à Carmen Rinaldi.

## MANIFESTE du Communisme Libertaire

Il y a longtemps qu'une telle brochure était attendue. Les militants souhaitaient avoir un jour en main une « somme », renfermant en quelques pages, l'essentiel de nos conceptions, un résumé à la fois clair et complet de la doctrine du communisme libertaire, une plaquette d'un format commode pouvant être mise entre les mains de milliers de sympathisants et permettant au propagandiste de retrouver rapidement les positions-clés à opposer à l'adversaire.

Cette brochure, diffusée largement dans tous les groupes et dans tous les milieux où nous pouvons avoir quelque influence, sera un des instruments du développement de notre Fédération Anarchiste et de la vulgarisation de ses principes. Commission d'Éditions.

## Au service de la propagande

Lisez, faites lire à tous vos camarades de travail

**MANIFESTE**  
du  
**COMMUNISME LIBERTAIRE**  
Problèmes essentiels  
La brochure, 60 fr. : franco, 75 fr.  
C.C.P. René LUSTRE, Paris 8032-34

REDACTION-ADMINISTRATION  
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy  
PARIS (10<sup>e</sup>) C.O.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs  
AUTRES PAYS  
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.  
Pour changement d'adresse indiquer 30 francs et la dernière bande

## LES 200 F. DU « LIB »

Devry .....	1.000	Genaudet .....	500	Gano .....	400	Nadal .....	200
Laveau .....	100	Van Heeche .....	100	Morand .....	400	Girard .....	100
Armand .....	350	Henry .....	1.000	Mancel .....	100	Staut .....	165
X. ....	100	Chazelas .....	100	François .....	500	Paul .....	300
Belleville .....	80	Wysfeller .....	200	B. S. ....	500	Viallet .....	200
X. ....	115	Portero .....	300	Bonnel .....	100	X. ....	100
Pierre .....	100	Desailly, H. ....	300	Guillon .....	100	Dauber .....	100
Ducet .....	70	bre pen .....	350	Walray .....	100	Domange .....	100
H. B. ....	500	Boulté .....	500	Descher .....	100	Jo .....	200
L. V. ....	415	Capriotti .....	100	Bideau .....	1.200	Simone .....	400
Damade .....	100	Clavel .....	100	Aubert .....	1.000	Suspy .....	100
Gris .....	500	Redelsperger .....	100	Sostaldi .....	200	Basile .....	100
Gutave .....	200	Germain .....	150	Andrieu .....	100	Toussaint .....	100
Moulin .....	200	Paul .....	100	Minuti .....	200	Antoine .....	200
Pierre .....	200	José, Rémy .....	320	Girard .....	500	Jaques .....	200
Laveau .....	100	Laherche .....	300	Fremont .....	100	Félix .....	200
Belleville .....	100	Paris .....	400	Roca .....	500	G. L. ....	255
Morau .....	285					Thivilly .....	500
X. ....	30					Lindeme .....	500
François M. ....	500					Dauphant .....	100
Facy .....	500					Bouye .....	200
P. M. ....	500					Bibes .....	500
R. Raynaud .....	400					Guillou .....	200
esperanto .....	80					Jules .....	100
Raymond .....	320					Collette .....	200

La semaine prochaine : suite à la lettre de André Goldeau, de Décazeville, Le Libéraire publiera une mise au point sur la position de l'U.R.S.S. devant la guerre.



# Vive la Commune de Paris

## L'Internationale et la Commune

### L'action de l'Internationale

Dès les premiers jours, les militants de la 1<sup>re</sup> Internationale, Varlin et Frankel en tête, furent de ceux qui, membres de la Garde Nationale, contribuèrent à lui donner une orientation révolutionnaire. Une véritable conversion psychologique se produisit, au sein même du Comité central des Gardes nationaux fédérés : dans les premières séances tenues par le Comité parisien de l'Internationale, il est fait état de ce passage du Comité central d'un esprit purement patriotique, voire réactionnaire, à un esprit à tendance révolutionnaire, sous la pression des faits et de la masse des Gardes fédérés.

Nous savons combien étaient réduites, après la guerre et le siège, les forces organisées de l'Internationale, à Paris. Mais la politique de présence, même au sein de mouvements confus au départ, permit à ses militants, les « Internationaux », d'exercer une forte influence, malgré l'opposition jacobine et petite-bourgeoise, parce que l'Internationale représentait les aspirations populaires profondes.

Toutefois, l'Internationale ne voulut pas apparaître comme un second pouvoir, à côté du Comité central des Fédérés ou de l'Assemblée de la Commune. Elle se limita à contrôler ses militants et à veiller à une démocratie révolutionnaire réelle.

Nous publions ci-dessous quelques comptes rendus de séance.

### Réunion de l'Internationale

Séance du 1<sup>er</sup> mars 1871

Président : Pindy. — Assesseur : Varlin.

1<sup>re</sup> Une Commission de quatre membres est déléguée auprès du Comité central de la Garde nationale.

2<sup>o</sup> Son action y sera individuelle et expressément réservée en ce qui concerne l'Association Internationale des Travailleurs pour la France.

### Conseil Fédéral Parisien

La résolution suivante a été adoptée dans la séance du 17 mai 1871 :

Une réunion extraordinaire du Conseil fédéral aura lieu le samedi 20 courant, à une heure précise, pour juger la situation actuelle.

Les membres de la Commune qui font partie de l'Internationale sont convoqués pour cette séance.

Ils auront à y répondre de leur conduite à l'Hotel de Ville, et seront interrogés sur les motifs de la scission qui s'est produite au sein de la Commune.

Les membres adhérents pourront, sur la présentation de leurs livrets, assister à cette réunion.

Les citoyens Léo Frankel et Serailleur, délégués de sections et présents à la séance, ont voté la proposition.

### Conseil Fédéral Parisien

Séance extraordinaire du 20 mai 1871

Présidence de Bastelica

Le Conseil fédéral a adopté les résolutions suivantes :

Où les explications des citoyens de l'Internationale, membres de la Commune, appréciant la parfaite loyauté des motifs qui ont présidé à leur action, les invite, tout en sauvegardant la cause des travailleurs, à faire tous les efforts pour maintenir l'unité de la Commune, si nécessaire au triomphe de la lutte contre le Gouvernement de Versailles.

Le Conseil fédéral les approuve d'avoir réclamé la publicité de ses séances, la modification de l'article 3 qui institue le Comité de Salut public, lequel rend impossible tous contrôles sur les actes du Pouvoir exécutif, autrement dit de ce Comité de Salut public et des délégations.

#### Sont présentes :

Les sections : Stephenson, Gobelins, Récollets, Ecole de Médecine, Vaugirard, Château-Rouge, Batignolles, Hôpital Saint-Louis, Popincourt, Vert-Bois, Couronnes, Ternes, Montrouge, Gares d'Ivry et Bercy, Marmite 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> groupes, Céramique, Grandes Carrières de Montmartre, la Villette, Richard-Lenoir, 13<sup>e</sup> arrondissement, Poissonnière, Acacias, Cercle des études sociales, Duval, Relieurs, Opticiens, Faubourg du Temple.

Assistent à la séance : Avrial, Theisz, Serailleur, Jacques Durand, Léo Frankel et Ostyn, membres de la Commune.

Le Secrétaire des séances : HAMET.

## La Franc-Maçonnerie et la Commune

On trouvera dans ce texte l'esprit même de la franc-maçonnerie, esprit dissolvant du point de vue révolutionnaire par son humanitarisme vague, se situant en dehors du combat de classes, préconisant seulement le progrès des « grands principes », prêtant la paix entre l'exploiteur (qu'elle prétend améliorer) et sa victime (qu'elle tend à détruire). La Maçonnerie ne réunit-elle pas en son sein grands patrons et exploités, pacifistes et généraux, policiers et non-conformistes ? Ne préconise-t-elle pas à la fois les « grands principes » : Liberté, Humanité, et le respect des lois de l'Etat ? La Franc-Maçonnerie se contenta de « gémir » sur la guerre civile avant d'aller planter ses étendards sur les remparts de Paris, imaginant peut-être désarmer ainsi les francs-maçons versaillais. Ce n'est qu'alors que les francs-maçons de Paris, bafoués par Versailles, se rallièrent à la Commune.

### Manifeste des Francs-Maçons

En présence des événements douloureux devant lesquels la France tout entière gémit ; en présence de ce sang précieux qui coule par torrents, la Maçonnerie qui représente les idées d'humanité et qui les a répandues dans le monde, vient une fois encore affirmer devant vous, gouvernement et membres de l'Assemblée, devant vous, membres de la Commune, les grands principes qui sont sa loi et qui doivent être la loi de tout homme ayant un cœur d'homme.

Le drapeau de la Maçonnerie porte inscrite sur ses plis la noble devise : Liberté — Egalité — Fraternité — Solidarité, proclame l'inviolabilité de la vie humaine. La Maçonnerie maudit toutes les guerres, elle ne saurait assez gémir sur les guerres civiles. Elle a le devoir et le droit de venir au milieu de vous et de vous dire : « Au nom de l'humanité, au nom de la fraternité, au nom de la patrie désolée, arrêtez l'effusion du sang ; nous vous le demandons, nous vous supplions d'entendre notre appel ».

### La presse de la 1<sup>re</sup> Internationale sous la Commune

(Quelques extraits)

#### La Révolution politique et sociale

(organe des sections Gare Ivry et Bercy, de l'Internationale)

16 avril 1871.

Que la patrie ne soit plus qu'un vain mot, une classification administrative sans valeur ; notre pays est partout, où l'on vit libre, où l'on travaille.

Peuples, travailleurs, la lumière se fait ; que notre aveuglement cesse ; sus aux despotes, plus de tyrans.

La France est morte, vive l'humanité !

\*

23 avril 1871.

La Commune de Paris est aujourd'hui le seul phare lumineux qui indique aux prolétaires leur voie.

\*

Dresse-toi, fière et vengeresse, Commune de Paris ! Tu présides à la guerre sainte ! Tu sauveras l'humanité !

\*

Frères du monde entier, notre sang coule pour votre liberté ; notre triomphe est le vôtre ; debout tous !

Voici l'aube !

#### Association Internationale des Travailleurs

### Le manifeste de l'Internationale

— fragments —

Manifeste voté dans la séance de nuit du 23 au 24 mars 1871, affiché dans les 20 arrondissements et envoyé aux sections de province.

Travailleurs,

Nous avons combattu, nous avons appris à souffrir pour notre principe égalitaire, nous ne saurions reculer alors que nous pouvons aider à mettre la première pierre de l'édifice social...

Aujourd'hui, le peuple de Paris est clairvoyant ; il se refuse à ce rôle d'enfant dirigé par le précepteur, et dans les élections municipales, produit d'un mouvement dont il est lui-même l'auteur, il se rappellera que le principe qui préside à l'organisation d'un groupe, d'une association, est le même qui doit gouverner la société entière, et comme il rejeterait tout administrateur, président imposé par un pouvoir en dehors de son sein, il repoussera tout maire, tout préfet imposé par un gouvernement étranger à ses aspirations.

Il affirmera son droit supérieur au vote d'une assemblée de rester maître dans sa ville, et de constituer comme il lui convient sa représentation municipale, sans prétendre l'imposer aux autres.

Dimanche 26 mars, nous en sommes convaincus, le peuple de Paris tiendra à honneur de voter pour la Commune.

## aux Citoyennes de Paris

(Affiche d'un groupe de femmes de la Commune, du 7 avril 1871)

Dans cette affiche, apparaissent nettement sous l'indignation patriotique, des revendications de classe, un contenu révolutionnaire. Ceci vient confirmer ce que nous écrivions dans notre Editorial « La leçon de la Commune » dans le précédent numéro du « Libéraire ».

Ce qui frappe, par ailleurs, dans ce texte, c'est l'absence de tout chauvinisme, la distinction faite entre les forces prussiennes « princières » et le prolétariat allemand persécuté. La lutte de résistance à l'occupant est conçue ici comme un aspect de la lutte de classes, et on trouve dans cette affiche l'idée maîtresse de Bakounine sur ce sujet, développée par lui dans « La Révolution sociale et la dictature militaire ».

« Paris est bloqué, Paris est bombardé... »

« Citoyennes, où sont-ils vos enfants, et vos frères et vos maris ?... Entendez-vous le canon qui gronde et le tocsin qui sonne l'appel sacré ? »

« Aux armes ! La Patrie est en danger !... »

« Est-ce l'étranger qui revient envahir la France ? Sont-elles les légions coalisées des tyrans de l'Europe qui massacrent nos frères, espérant détruire, avec la grande cité, jusqu'au souvenir des conquêtes immortelles que depuis un siècle nous achetons de notre sang et que le monde nomme : liberté, égalité, fraternité ? »

« Non, ces ennemis, ces assassins du peuple et de la liberté sont des Français !... »

« Ce vertige fratricide qui s'empare de la France, ce combat à mort, c'est l'acte final de l'éternel antagonisme du droit et de la force, du travail et de l'exploitation, du peuple et de ses bourreaux !... »

« Nos ennemis, ce sont les privilégiés de l'ordre social actuel, tous ceux qui toujours ont vécu de nos sueurs, qui toujours se sont engraisés de notre misère... »

« Ils ont vu le peuple se relever en s'écriant : « Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs !... Nous voulons le travail, mais pour en garder le produit... Plus d'exploiteurs, plus de maîtres !... Le travail est le bien-être pour tous, le gouvernement du peuple par lui-même, — la Commune — vivre libre en travaillant, la guerre civile !... » »

« Et la crainte de se voir appelés au tribunal du peuple a poussé nos ennemis à commettre le plus grand des forfaits, la guerre civile ! »

« Citoyennes de Paris, descendantes des femmes de la grande Révolution qui, au nom du peuple et de la justice, marchaient sur Versailles, ramenant captif Louis XVI ; nous, mères, femmes et sœurs de ce peuple français, supporterons-nous plus longtemps que la misère et l'ignorance fassent des ennemis de nos enfants ; que père contre fils, que frère contre frère, ils viennent s'entre-tuer sous nos yeux pour le caprice de nos oppresseurs, qui veulent l'anéantissement de Paris après l'avoir livré à l'étranger ? »

« Citoyennes, l'heure décisive est arrivée. Il faut que ç'en soit fait du vieux monde ! Nous voulons être libres ! Et ce n'est pas seulement la France qui se lève, tous les peuples civilisés ont les yeux sur Paris, attendant notre triomphe pour à leur tour se délivrer. Cette même Allemagne — dont les armées princières dévastaient notre patrie, jurant la mort à ses tendances démocratiques et socialistes — est elle-même ébranlée et travaillée par le souffle révolutionnaire. Aussi, depuis six mois est-elle en état de siège, et ses représentants ouvriers sont au cachot ! La Russie elle-même ne voit périr ses défenseurs de la liberté que pour saluer une génération nouvelle, à son tour prête à combattre et à mourir pour la République et la transformation sociale ! »

« L'Irlande et la Pologne, qui ne meurent que pour renaître avec une énergie nouvelle ; l'Espagne et l'Italie, qui retrouvent leur vigueur perdue pour se joindre à la lutte internationale des peuples ; — l'Angleterre, dont la masse entière, prolétaire et salariée, devient révolutionnaire par position sociale ; — l'Autriche, dont le gouvernement doit réprimer les révoltes simultanées du pays même et des pouvoirs slaves ; — cet entrecroc perpétuel entre les classes régnantes et le peuple, n'indique-t-il pas que l'arbre de la liberté, fécondé par des flots de sang versés durant des siècles, a enfin porté ses fruits ? »

« CITOYENNES, LE GANT EST JETÉ, IL FAUT VAINCRE OU MOURIR ! QUE LES MERES, LES FEMMES, QUI SE DISENT : « QUE M'IMPORTE LE TRIOMPHE DE NOTRE CAUSE, SI JE DOIS PERDRE CEUX QUE J'AIME ! » SE PERSUADENT ENFIN QUE LE SEUL MOYEN DE SAUVER CEUX QUI LEUR SONT CHERS, — LE MARI QUI LA SOUTIENT, L'ENFANT EN QUI ELLE MET SON ESPOIR, — C'EST DE PRENDRE UNE PART ACTIVE A LA LUTTE ENGAGÉE, POUR LA FAIRE CESSER ENFIN ET A TOUT JAMAIS, CETTE LUTTE FRATRICIDE QUI NE PEUT SE TERMINER QUE PAR LE TRIOMPHE DU PEUPLE, A MOINS D'ETRE RENOUVELEE DANS UN AVENIR PROCHAIN ! »

« MALHEUR AUX MERES, SI UNE FOIS ENCORE LE PEUPLE SUCCOMBAIT ! CE SERONT LEURS FILS QUI PAYERONT CETTE DEFAITE ; CAR POUR NOS FRERES ET NOS MARIS, LEUR TETE EST JOUEE ET LA REACTION AURA BEAU JEU !... DE LA CLEMENCE, NI VOUS, NI NOS ENNEMIS N'EN VOULONS !... »

« Citoyennes, toutes résolues, toutes unies, veillons à la sûreté de notre cause ! Préparons-nous à défendre et à venger nos frères ! Aux portes de Paris, sur les barricades, dans les faubourgs, n'importe ! Soyons prêtes, au moment donné, à joindre nos efforts aux leurs. »

### UN CHANT DES COMMUNARDS

Paroles : auteur inconnu (1)

Musique « des Carriers » de Pierre Dupont

1<sup>er</sup> Couplet

Portant le droit sur ses vastes épaules,  
Flattant le Christ et maudissant l'autel,  
La Liberté allait du sein des Gaules,  
Ouvrir le monde au peuple universel.  
Quand de Judas la formidable escorte  
A l'oppressur prêtait ses bras félons,  
Allons, soldats, scalpez la grande morte,  
Et dans sa peau taillez-vous des galons.

Refrain

Quand le sang dans les pierres tourbillonne avec fureur,  
Peuples, effacez vos frontières,  
Et vous, phalanges guerrières,  
Rendez le fer au laboureur,  
Rendez le fer au laboureur.

2<sup>e</sup> Couplet

Quatre contre un, capitulards infâmes,  
Egorgez donc ces glorieux mutins.  
Foulez aux pieds les vieillards et les femmes,  
C'est votre état, faites des orphelins !  
Si des martyrs exploitant sur les dalles  
Vous adressaient un appel fraternel,  
Tirez encore, il vous reste des balles,  
Pavots de plomb du sommeil éternel.

(1) Cette chanson, contemporaine de la chute de la Commune, se chantait encore en 1872 dans les milieux ouvriers bien qu'elle fut interdite par le gouvernement de Thiers. Je la tiens de ma mère, de ne l'ai jamais vu imprimée. Elle eût été conservée pour la beauté de la forme et la hauteur de l'inspiration. Certains en attribuent le texte à J. Dupont lui-même, mais on ne peut rien affirmer.

(Extrait des « Chants révolutionnaires » édités par l'« Ecole Emancipée ».

## LA COMMUNE

III<sup>e</sup> Couplet

Feu ! partout feu ! le bruit des canonnades  
Fait tressaillir la vaillante cité  
Peuple, debout ! C'est sur tes barricades  
Que l'avenir fonde la Liberté.  
Si des tyrans la perfide parole  
Pour commander prend la voix des canons,  
Sur leur palais fait jaillir le pétrole,  
Contre les rois tous les moyens sont bons.

IV<sup>e</sup> Couplet

Quand les obus allumaient l'incendie  
Comme un falot aux portes du trépas,  
Pauvre Commune à la lente agonie,  
La France calme assistait l'arme au bras.  
Sois donc esclave, honnête valetaille,  
Et si les fers étouffent les remords,  
Admire enfin la sublime canaille  
Qui fit Paris capitale des morts.

V<sup>e</sup> Couplet

Géant de bronze, âme de la bataille,  
Repose-toi sur l'herbe des remparts,  
Laisse le Droit se guérir de l'entaille  
Que tes boulets ont fait de toutes parts.  
Loin de la terre, ô victoire affamée,  
Va dévorer lauriers et croix d'honneur,  
Quand verrons-nous la République aimée,  
L'or au travail et la poudre au mineur ?

## Amis Lecteurs...

1<sup>er</sup> LOT : 650 francs  
E. Cœurderoy. — Jours d'Exil (1849-1851)  
» — — — (1853-1854)  
» — — — (1854-1855)

2<sup>e</sup> LOT : 850 francs  
D.-O. Evans. — Le Socialisme romantique.  
N. Makhno. — La Révolution russe en Ukraine.  
M. Collinet. — La Tragédie du Marxisme.

3<sup>e</sup> LOT : 950 francs  
H. Beuve-Méry. — Réflexions politiques (1932-1952)  
Engels-Marx. — Correspondance (1887-1883).  
» — — — (1884-1895).

4<sup>e</sup> LOT : 550 francs  
L. Trotzki. — Pages choisies et expliquées de Marx.  
J. Grave. — Réformes, Révolution.  
C. Bernier. — Le juif antisémite.

Pour vos vacances... du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre, nous vous offrons une série de livres cédés au prix coûtant. En même temps que vous agrémenterez vos loisirs, vous aiderez votre journal.

6<sup>e</sup> LOT : 950 francs

T. Mende. — L'Inde.  
V. Serge. — Mémoires d'un révolutionnaire.

8<sup>e</sup> LOT : 450 francs

F. Planché. — Kropotkine.  
C. Marker. — Regards sur le mouvement ouvrier.  
P.-J. Proudhon. — Du principe fédératif.

10<sup>e</sup> LOT : 500 francs

R. Vailland. — Bon pied, bon œil.  
A. Rimbaud. — Un cœur sous une soutane.  
M. Audoux. — L'Atelier de Marie-Claire.

11<sup>e</sup> LOT : 500 francs

C. Abdullah. — Maison d'enfants.  
J. Humbert. — En pleine vie.  
D<sup>e</sup> Laurence. — La Connaissance paranormale.

13<sup>e</sup> LOT : 1.200 francs

B. Brecht. — Le Roman de quat'sous.  
F. Boyer. — Jeux interdits.  
F.-R. Delavalle. — Le Jeu solitaire.

14<sup>e</sup> LOT : 850 francs

Entretien psychiatriques 1952.  
La Méthode des fables en psychanalyse infantile.  
La Connaissance paranormale.

15<sup>e</sup> LOT : 850 francs

Voline. — La Révolution inconnue (1917-1921).  
Mohammed Oib. — Algérie, la grande maison.  
R. Neumann. — Colin-Maillard.

Commandes à René Lustre, 145, quai de Valmy - Paris-X<sup>e</sup>  
C.C.P. Paris 8033-34



# CHEZ LES « SOCIALISTES » La peur de l'unité

TROIS CENTS militants S.F.I.O. de la région parisienne viennent de se réunir à Puteaux en une conférence régionale ouvrière. Le comique de cette information, réside dans le fait que c'est justement dans la région parisienne qu'il est le plus difficile de s'apercevoir qu'il existe encore des militants socialistes travaillant dans les usines. Evidemment au cours des élections de députés l'on s'aperçoit bien que F. O. remporte un certain succès pour le collège de la maîtrise, mais est-ce cela la classe ouvrière ? On peut toujours objecter que F. O. n'est pas synonyme de S.F.I.O., nous dirons simplement que c'est une mamelle du parti socialiste pour n'en pas dire plus. Cette conférence s'est quand même penchée sur les problèmes ouvriers et a pris certaines résolutions.

L'on a ressorti une grande utopie de la social-démocratie : transformation des nationalisations en socialisations.

Nous avons souvenir d'un certain gouvernement de Front Populaire à direction socialiste, à une époque où les amicales socialistes d'entreprises étaient nombreuses dans la région parisienne, nous avons souvenir d'avoir vu ces dirigeants socialistes à la tête d'un gouvernement, capituler devant le mur d'argent ; tout récemment nous avons vu l'expérience des travaillistes au pouvoir en Angleterre.

Il a été également question à cette conférence d'une action revendicative accrue du parti.

Posons la question : quelle action ? Avec qui ?

Il ne peut s'agir que de l'action syndicale, il y a déjà longtemps que le parti socialiste a cantonné son action sur le terrain du parlementarisme, en excluant toute action révolutionnaire.

L'action syndicale de quelle centrale syndicale ? Mais, de F.O. bien sûr : l'appartenance à la C.G.T. étant incompatible avec l'adhésion au parti socialiste.

Et nous arrivons au gros morceau de cette conférence, le problème de l'unité d'action. Avec la présence de Guy Mollet et de Albert Gazier à cette conférence, il ne pouvait être question de sortir de la tour d'ivoire, de se mouiller un peu les orties. Non, la conférence a été catégorique : pas d'unité d'action avec les ouvriers communistes.

Qu'importe à ces dirigeants socialistes que la classe ouvrière soit mise en échec, que ses revendications soient battues en brèche par un patronat de plus en plus arrogant, que la misère s'installe aux foyers des travailleurs. La trahison d'un succès de la classe ouvrière qui puisse être exploitée par le parti communiste, leur fait préférer le renforcement des classes dominantes. La passivité pour ne pas dire la complicité, dans de telles circonstances, prépare le berceau d'un nouveau fascisme.

Toute la politique de balance de F. O. est basée sur ces considérations : plutôt traiter à l'amiable avec le patronat ou ne rien faire, que de faire surgir une vague de fond de la classe ouvrière dont le P. C. tirerait des avantages. Qu'en pensent les travailleurs socialistes ayant encore une conscience révolutionnaire ? Tous ces ouvriers socialistes qui, écorchés par la politique de leurs dirigeants, ont abandonné la lutte dans les usines, ont leur place à nos côtés. Dans la discussion fraternelle avec nos militants, ils se rendront compte que nos solutions sont non seulement d'un réalisme clairvoyant, mais qu'elles sont les seules qui conduisent vers le véritable socialisme qui ne peut être que libérateur.

Quant à nous, notre Fédération Anarchiste s'est exprimée clairement sur le problème de l'unité d'action, condition impérieuse de nouvelles batailles victorieuses des travailleurs.

Dans toutes les entreprises, sur tous les chantiers il faut créer des comités d'unité d'action à la base qui, en dehors des dirigeants syndicaux, décident de l'action à mener, des formes de lutte, de la préparation du climat favorable, redonnent confiance aux travailleurs.

Nous n'avons pas peur quant à nous de nous frotter aux ouvriers communistes. C'est dans la mesure où nos revendications s'affirment plus révolutionnaires tout en restant positives que nous amèneront les ouvriers communistes sur nos propres positions. Leur engagement dans ce sens peut les conduire à déborder les cadres de leur parti. Toute action à ses risques, les militants de la Fédération Anarchiste prennent les leurs.

Pas d'augmentation hiérarchisée, action décidée à la base, pas de bataille isolée, telle devrait être la base de la pyramide des revendications autour de laquelle pourraient se rassembler les comités d'action. Mais les militants libertaires de la F. A. veilleront à ce que cette pyramide de revendications, soit sans cesse de plus en plus importante, son expansion devant disloquer la structure de l'économie capitaliste.

L'unité d'action reste un gage de combativité. Le pire qui puisse arriver à la classe ouvrière, c'est de s'engourdir dans une torpeur telle que le réveil le plus certain soit la guerre ou le fascisme.

Roger CARON.

## Problèmes économiques (I)

LA campagne en faveur de l'accroissement de la productivité s'intensifie de jour en jour depuis la guerre.

Faisant suite au fameux slogan : « Retrouvons nos manches », des centaines de publications, livres, revues, expositions tentent de créer un climat psychologique favorable à cette entreprise.

Notre position face à cette campagne a déjà été définie. Elle tient en deux mots : opposition totale.

Cependant des économistes éminents, Fourastié, Friedmann..., déclarent cette thèse à l'aide d'arguments à caractère scientifique.

Fourastié va jusqu'à déclarer (La Civilisation de 1960, p. 107) : « Le phénomène de l'évolution de la productivité du travail est le phénomène clé de l'évolution économique contemporaine ».

Il est indispensable de connaître l'argumentation adverse pour la mieux combattre.

Il faut se méfier des pièges que cachent les augmentations de salaires par accroissement de la productivité, les comparaisons trompeuses entre le niveau de vie de l'ouvrier américain et celui de l'ouvrier français.

Du reste, certaines déclarations de techniciens, de membres du C.N.P.F. et apparentes, sont de véritables aveux qu'il est intéressant de diffuser.

C'est dans cet esprit que nous allons aborder l'étude de la productivité, puis celle des relations humaines au sein des entreprises.

## L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ

### Qu'est-ce que la productivité ?

Il en existe de nombreuses définitions sensiblement équivalentes. Celle qui suit est l'une des plus claires :

La productivité est la vitesse de production d'un produit déterminé.

Si un ouvrier produit 2 pièces en 1 heure, sa productivité sera double de celle de l'ouvrier qui produit 1 pièce en 1 heure.

Cet accroissement de la productivité

peut être dû, soit à un progrès technique (outillage perfectionné), soit à un travail manuel plus intense.

Nous remarquons déjà que la productivité est une mesure de l'efficacité du travail fourni, mais non une mesure de l'effort accompli par les travailleurs.

Ceci découle du fait que la productivité est une notion propre au système économique actuel, qui ne considère le travailleur que comme un moyen d'accroître la rentabilité du capital.

Ce seul fait nous permet déjà de rejeter cette notion. A notre sens, l'économie doit être conçue pour l'Homme, et non pour quelques-uns aux dépens des classes laborieuses.

### Les buts de cette campagne

Les buts avoués sont humanitaires, très larges :

« L'accroissement de la productivité est déterminé par le fait que, même en période de plein emploi, les richesses produites sont insuffisantes pour satisfaire les besoins de l'humanité. » (B. I.T., rapport III, p. 2. Genève 1952.)

Ceci est une analyse à portée internationale, ce qui n'exclut pas des visées à caractère purement national.

Il semble aussi s'agir d'améliorer le niveau de vie de l'ouvrier français : « L'ouvrier américain a un niveau de vie élevé dû à une productivité élevée. La productivité de l'ouvrier français est plus faible. »

Ce raisonnement est faux. Les économistes savent qu'il est impossible de comparer valablement la productivité d'un mineur américain, qui travaille à ciel ouvert, et celle d'un mineur français qui travaille par 1.000 m. de fond. Le but très général visé officiellement est cependant la prospérité économique (pour qui ?). En fait, les buts véritables sont moins nobles. Il s'agit d'augmenter le profit, seul moteur du système capitaliste.

Alexandre Dubois, président de l'Union des chefs d'entreprises avoue dans « Fédération » (déc. 1952, p. 774) :

« Bien sûr, cela (la productivité) peut aboutir à une exploitation plus raffinée de l'homme par l'homme. »

Il ajoute, laissant sous-entendre un

changement soudain : « La main-d'œuvre : l'un des prix de revient et l'un des plus compressibles, tel a été longtemps mon point de vue ».

Dans « Pressed Métal » (Londres 1950, p. 46), il est dit plus crûment : « Toute seconde gagnée signifie de l'argent gagné ».

Enfin, cet accroissement de la productivité permettrait de poursuivre un effort accru d'armement, sans baisser le niveau de vie moyen.

On conçoit ainsi pourquoi tous ces messieurs deviennent soudain si soucieux du sort de l'humanité souffrante.

### Les conséquences de cette campagne

Remarquons tout d'abord que l'amélioration du matériel sera fonction de la rentabilité. Ainsi aux Indes, des entrepreneurs n'hésitent pas à mettre 50 femmes côte à côte pour transporter d'utiliser une benne qui serait plus de dix pierres à la chaîne, plutôt que coûteuse.

De toute façon, la solution adoptée sera la plus rentable ; ceci nous permet donc de prévoir les résultats pratiques de cette campagne.

Pour l'entreprise c'est un gain sur tous les tableaux :

— rotation plus rapide de la partie mobile des capitaux ;

— amortissement plus rapide du matériel ;

— le prix de revient de la main-d'œuvre par pièce est souvent diminué ;

— les frais généraux par pièce sont également diminués, etc.

Pour l'ouvrier, les cadences s'accroissent, « le travail est plus intensif », rapport III du B.I.T. (Genève 1952, p. 124.)

Il en résulte certes un léger accroissement du salaire, mais « cela est dû entièrement aux efforts physiques ».

Le Gétant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant, 19, rue du Croissant, Paris-2.  
P. RACHON, imprimeur.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

## UN TOIT POUR CHAQUE TRAVAILLEUR

# Travailleurs, refusez toute augmentation des loyers

Il y a des gens, que l'on dit très bien, qui ne doutent de rien. Tel est monsieur Amiot, délégué général de la Fédération Patronale du Bâtiment, qui préconise, à qui mieux mieux, une nouvelle augmentation des loyers pour subvenir au financement du plan de construction envisagé par M. Claudius-Petit. Il s'avère, en ce moment, que vu le vieillissement des immeubles et les besoins nouveaux, par une population qui s'accroît, la nécessité impose la construction de 240.000 logements par an. Ce coût de construction équivaudrait à un budget de 600 milliards annuels.

Comment le financer ? Cela permet à M. Amiot, qui ne vit pas dans un taudis, de se livrer à des dissertations très communes. Voyons quelles sont ses opinions :

« Mais deux séries de difficultés techniques et financières nous empêchent actuellement de doubler notre effort de construction. Les difficultés financières ne seront résolues que par un retour à la rentabilité de la construction. Il est immoral que les classes sociales aisées continuent à bénéficier de la loi sur les loyers qui limite les augmentations semestrielles et retarde la construction d'immeubles localisés. Il importe, en procédant par étapes, de revenir à la liberté des loyers dans les immeubles des catégories supérieures. »

Pour les locataires aux revenus plus limités la charge que représente le logement doit également progresser, mais dans une moindre proportion. Si l'on estime que le loyer représente actuellement environ 4 % des salaires, une augmentation de moitié du montant des loyers ne représenterait qu'une hausse de 2 % de la part des salaires consacrés à l'habitat. Or ces 2 % correspondent à peu près à l'amélioration du pouvoir d'achat qu'il est normal d'attendre de la modernisation d'un pays en expansion.

Mais la hausse des loyers risque d'entraîner celle de l'indice des deux cent trente articles et de faire jouer l'échelle mobile des salaires. Pour éviter une nouvelle course salaires-prix, préjudiciable à la monnaie, M. Amiot suggère « de faire sortir le facteur loyer de l'indice des prix à la consommation familiale ».

Cette déclaration est parue dans le MONDE du 30-5-1953.

M. Amiot semble s'attaquer aux classes privilégiées, mais il sait pertinemment qu'il est facile à ces dites classes de récupérer un loyer même

élevé, attendu qu'elles ont un recours, car la plus grande partie est incluse dans le monde des affaires (commerce, industrie, banque, etc.), et l'augmentation de frais généraux personnels est toujours récupérée sur le dos du consommateur.

Il dénonce cependant un article de la loi sur les loyers dont bénéficie les classes sociales aisées. Les grands défenseurs du prolétariat à l'Assemblée Nationale ont été plus discrets sur cette partie de la loi. Pourquoi les fédérations de locataires, divisées politiquement, n'ont-elles pas dévoilé cette anomalie et cette injustice.

Complicité tacite expliquée par le « Taisez-vous, on ne dira rien », si chère à la mafia politicienne.

Ensuite, M. Amiot pense à la

## La base ouvrière et révolutionnaire de la C.G.T. était absente au Congrès de la Confédération

LA C.G.T. tient en ce moment ses assises. Elles ont débuté le 7 juin et se termineront le 12 juin.

L'ordre du jour est particulièrement chargé, tel en fait fait « Le Peuple », organe officiel de la C.G.T.

Au cours de ce même Congrès, ils fêteront les 60 ans de Benoît Frachon, dont l'édit journal nous offre un « curriculum vitæ » sans tâche.

D'abord, toi, mon camarade ouvrier, il ne te viendrait jamais à l'idée d'aller serrer la main, et officiellement, au nom de tous nos camarades ouvriers, de M. Villiers, du Comité National du Patronat Français.

Tu as quand même un peu peu de dignité que nos responsables. Tu es honnête, toute ta vie tu as recherché l'amitié de tes camarades, tu as appliqué à la lettre et dans son esprit ce vieux principe, syndicaliste, d'être le meilleur en tous temps et en tous lieux.

Nos responsables l'ont oublié volontairement.

Ils siègent en haut, en des lieux désormais inaccessibles à toi, à nous. Ils ont construit une barrière autour du piédestal, de peur que nous les chassions de leur propriété privée. Ils ont une foule d'anges gardiens essayés un peu partout dans les U.D., les Fédérations d'industries, les gros syndicats. Tu vois de qui je veux te parler, de ceux qui usent les fauteuils et aussi les strapontins des bureaux syndicaux, car ces derniers aussi sont envahis. Il y a

classe sociale moins aisée et reconnaît implicitement la lutte de classe mais sans l'avouer. Il est certainement resté avec cet optique de : « Il faut des riches, il faut des pauvres ». Reconnaissons-lui au moins cette franchise. Il n'y va pas par quatre chemins. Une seule classe, une seule partie de la population doit payer et elle représente le seul recours valable : la classe ouvrière.

M. Amiot, les loyers ont été augmentés en cinq ans de près de 400 % afin d'accroître la construction ou la réparation. Cette loi qui autorise l'augmentation progressive des loyers devait permettre ce qui est énoncé ci-dessus. Quel en est le résultat ? M. Amiot est bouche cousue et pour cause. Il suffira de savoir que deux

des petits jaloux, il y a des crocs-en-jambe données de-ci de-là, il y a des peaux de bananes jetées dans l'ombre. Et dans toute cette perspective, on ne trouve rien. C'est faux, me diras-tu, d'après ce que tu viens de nous conter. Eh bien, non. Rien, moins que rien, car ou es-tu, syndicaliste de la base ? Ou es-tu mon camarade ouvrier ? Ou es-tu, compagnon qui étions tous deux dernièrement sur la brèche dans une lutte sans merci contre le patronat ? Ou sommes-nous dans ces assises ?

On va parler, discuter, établir des résolutions, prendre des décisions en notre nom. Pour ça, nous n'avons rien à craindre, on sera cité, on nous passera de la pommade, on nous glorifiera même. De beaux discours résonneront dans les quatre coins du hall, mais vides de sens, de réalités. Les bons syndicaux parleront essentiellement pour eux.

N'allons pas plus loin dans notre dissection. Tu es syndiqué comme moi à la vieille maison. Cela ne nous rajoute point, 25 ans ! 27 ans ! Un bon bail ! Et nous sommes encore là ! Notre vieille maison, ils l'ont bien changée, ils l'ont bouleversée, ils ont terni son vrai visage. Beaucoup en sont partis ! Pas de chance ! Ils ont mal tourné ! Nous y sommes restés parce que notre vie, nos espoirs, malgré nos déceptions passagères, y sont ancrés à jamais. Nous poursuivons notre tâche de militant ouvrier parce que nous avons confiance en nos camarades de la base.

Aujourd'hui, avec eux, nous sommes bien loin de ces assises, de ce congrès, où l'on n'a même pas daigné nous consulter en des assemblées générales dans nos syndicats respectifs. Notre vieille maison, ce n'est plus qu'un parlement identique à l'autre.

On va les revoir tous après ces assises. Les jeux ont été faits d'avance. Toute la brigade d'acclamations sera au Parc de Versailles. Tous seront là, les arrivistes, les petits ratés qui vont plastonner en quête d'une petite planque, « nos représentants » officiels qui se seront désignés eux-mêmes. Mais, ni toi, ni moi, ni aucun de nos frères n'y seront. Nous continuerons à nous battre dans nos usines, dans nos ateliers, dans nos bureaux, partout, pour que nos vieux principes soient appliqués et que nos buts soient le jour après l'anéantissement du capitalisme et de l'Etat.

Solidarité.

Fraternité internationale.

Suppression du patronat et du salariat.

Egalité économique.

Toute l'économie sous le contrôle des organismes consommateurs et producteurs.

Les échos du Congrès de la C.G.T. ne nous apporteront point les résolutions de nos vraies aspirations. Qu'en penses-tu, camarade ? Une grande bataille reste à mener contre l'oppression. Une grande vigilance nous requiert à chaque instant dans notre vieille maison. Les bons ont oublié ce qu'est le travail. C'est un peu de notre faute. Nous avons du pain sur la planche, camarade.

Au boulot, vieux, comme il y a vingt ans.

FLAMAND.

propriétaires sur mille ont fait des réparations d'extrême urgence. Le reste des immeubles est à la merci du délabrement quotidien.

Nous ferons remarquer que la construction de ce jour repose presque uniquement sur les débris de la guerre et ne peut être prise en considération. Si quelques immeubles sont construits par des grosses sociétés foncières, il est bon de signaler que le loyer moyen d'un appartement trois pièces-cuisine représente non plus 4 %, ni même les 6 % envisagés par M. Amiot, mais 30 à 40 % d'un salaire moyen.

Quel est l'ouvrier qui peut s'offrir ce luxe ?

Tous les ouvriers aiment leur logement coquet et nous ne suivrons ce vieux qu'en-dira-t-on : le Français sacrifie tout à la table, — on peut être ouvrier et fin gastronome n'en déplaise à quiconque. Il est impossible, vu l'état actuel des salaires, de supporter une nouvelle charge de loyers pour les ouvriers. Il n'y a pas de dilemme, le problème des salaires est en cause dans n'importe quel secteur de l'économie. Nous sommes contre l'augmentation des loyers, car les locataires viennent d'être victimes d'escrocs patentés qui sont les propriétaires. On ne les poursuivra pas, la loi est faite pour les escrocs.

Le problème primordial est uniquement centré sur l'augmentation des salaires. Cercle vicieux, c'est faux. Nous ne sommes pas pour la perpétuation du régime capitaliste. Nous voulons abattre ce régime et tous les moyens sont bons pour le lézarder afin qu'il s'écroule.

Locataires, refusez toute augmentation, agissez dans vos fédérations, déclarez la grève des loyers au vu de toute augmentation. Accentuez la faillite du régime capitaliste. Vous avez un but, la propriété collective. Vous devez exiger des logements sains, spacieux, aérés et confortables. Votre but est révolutionnaire.

Contre les taudis, contre la propriété privée.

Vous participerez à la lutte.

Pour la propriété collective.

Pour la joie au foyer.

Robert JOULIN.

## LE COMBAT PAYSAN

## De l'augmentation des rendements agricoles à la Révolution

LA revue « Chambres d'Agriculture », organe permanent des Chambres d'Agriculture, vient de publier tout récemment, une statistique d'où il ressort qu'en l'espace de 100 ans, le rendement du vin a doublé à l'hectare.

A première vue, il semblerait qu'une augmentation aussi sensible de la production devrait s'accompagner d'une amélioration du pouvoir d'achat du producteur, en même temps que le consommateur devrait bénéficier d'une baisse importante sur les prix. Hélas ! il n'en est rien, et les belles récoltes, que ce soit pour le vin, ou le blé, ou les produits d'élevage, se traduisent, en fait, par une mévente de ses produits, s'accompagnant de réelles difficultés financières pour le paysan exploitant : chômage pour les ouvriers agricoles, marnage pour toutes les activités artisanales dépendant de l'agriculture et toutes ces misères sans que les baisses de prix constatées au stade de la production se répercutent jusqu'au consommateur. Tous les palliatifs proposés n'empêcheront pas la production de progresser, dans la mesure où les bienfaits de la technique seront appliqués au travail de la terre.

Est-ce à dire que le paysan sera éternellement la victime du progrès et que sa misère grandira à la mesure de l'augmentation de la production agricole ?

Non, car la seule source de toutes les misères qui l'accablent est la mauvaise organisation sociale : le régime capitaliste. Avec lui finira cette absurdité de voir les paysans plongés dans la misère pour avoir produit de belles récoltes.

L. E., correspondant.

## AMI LECTEUR ! Deviens correspondant du « LIB »

Dans la localité où tu vis, dans l'entreprise où tu travailles, il se produit chaque jour quelque événement, même d'intérêt local ; n'oublie jamais qu'il intéresse la collectivité.

En quelques lignes, en quelques phrases, et nous serons au courant de ce qui se passe dans ta localité ou dans ton entreprise.

Ami lecteur, avec toi, avec nous, tous ensemble, nous ferons de notre LIBERTAIRE, un journal prolétarien. Tu nous aideras amplement à sa diffusion plus large, à sa pénétration dans les milieux ouvriers.

Ami lecteur, tu nous aideras dans notre lutte quotidienne en devenant CORRESPONDANT DU « LIB ».

P.S. — Aucune information ne sera insérée dans les colonnes de notre journal si l'adresse complète du correspondant n'est pas spécifiée sur son envoi. Toutefois, notre correspondant peut utiliser un pseudonyme aux fins d'insertion.

(A suivre.)

Claude TRASSIN.